Fondation Jean Jaurès

International

COVID-19 EN AFRIQUE : LE MALI MALADE

François Backman

05/06/2020

Quelle est la situation sanitaire et politique – avec la tenue récente d'élections législatives – au Mali et quelles seront les conséquences de la crise ? Si les sujets de préoccupation sont nombreux, les autorités ne paraissent pas pouvoir y répondre suffisamment et efficacement, ainsi que l'analyse François Backman.

Un pays fracturé, un État quasi absent, une crise politique, sécuritaire (le principal opposant enlevé par des éléments djihadistes, une tentative de putsch déjouée fin mars 2020), économique et sociale, et des élites peu à même de prendre les mesures adéquates. Bien avant le développement de la crise du coronavirus, les Maliens souffraient. Le virus et ses conséquences vont fragiliser plus encore la vie des populations.

Revenu sur le devant de la scène fin novembre 2019 avec la mort de treize soldats de la force Barkhane jusqu'au sommet de Pau de janvier 2020, le Mali est depuis repassé sous les radars. La situation est critique à bien des égards.

Avant le Covid-19 : une crise multidimensionnelle et un pouvoir mal en point

« Désastreuse », tel est l'adjectif qui caractérise, fin mars 2020, les situations sécuritaire et humanitaire dans le dernier rapport trimestriel du secrétaire général des Nations unies .

En effet, au niveau sécuritaire, les groupes terroristes poursuivent leur développement dans le nord et le centre du pays. Les affrontements intercommunautaires opposant, par exemple, Peuls et Dogons n'en finissent pas. Les violences imputables aux Forces armées maliennes (FAMa) sont réelles, ce qui n'est pas leur apanage ; on constate les mêmes phénomènes au Niger et au Burkina Faso voisins. Plus globalement, on ne compte plus les massacres et exactions de toutes sortes. De véritables zones grises propices aux trafics se développent. Dans des régions entières, l'État n'est plus. 350 000 enfants sont sans écoles du fait des fermetures et de la désertion, compréhensible,

des fonctionnaires.

La présence de l'État se limite à la capitale (Bamako), à ses environs, et à quelques villes du sud. En de nombreux points, les préfets, sous-préfets, médecins, juges et services techniques ont abandonné les populations locales au bon vouloir de groupes armés. Des zones entières des régions du centre et du nord sont de nouveau occupées par des nébuleuses terroristes prélevant leur dîme sur le bétail et les récoltes et imposant leur version de la charia. Des centaines de milliers de personnes sont déplacées, laissant ainsi derrière elles leurs moyens de subsistance.

Réélu à l'été 2018 pour un second mandat au terme d'une campagne vantant le *Maliba* (« le grand Mali »), on peut se demander si le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) n'a justement pas vu trop grand. *Ka nyina nyimi, ka dèsè a kukala*, comme on dit en bamanakan (« Avoir les yeux plus gros que le ventre »)… Force est d'admettre que son début de seconde mandature n'a malheureusement pas changé grand-chose à la vie quotidienne des Maliens.

Les résultats d'une des rares enquêtes d'opinion menée fin 2019 dans le pays, par la Fondation Friedrich Ebert, sont assez révélateurs et ravageurs pour les pouvoirs en place. Les deux tiers de la population pensaient que la situation s'était dégradée depuis l'an passé. Une même proportion se déclarait insatisfaite des actions du président et de son gouvernement. Sécurité, lutte contre le chômage et pauvreté faisaient partie du top 3 des préoccupations. Huit Maliens sur dix critiquaient la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) et la force Barkhane. Quant à la force G5 Sahel, dont on attend toujours la montée en puissance, six sur dix n'en ont pas entendu parler. Bref, IBK n'avait pas la cote dans l'opinion et les diverses initiatives pour ramener la paix non plus.

Doit-on encore parler de la corruption qui gangrène des pans entiers de l'économie et de l'administration, d'une justice défaillante ? Des partis traditionnels qui en restent au niveau zéro de la politique – certes cela est valable pour de nombreux autres pays, africains ou non ? Du désintérêt affiché des Maliens pour leurs élites ? Des propos qui se répandent sur les réseaux sociaux ? Des infox touchant à Barkhane ou à l'action des pays occidentaux ? Des nombreux problèmes liés à la recomposition de l'armée malienne ? De la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation signé en 2015 à Alger avec les rebelles touaregs et qui n'avance pas vraiment, point pourtant capital pour pacifier le Nord ? De l'état du système de santé ? Du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) des anciens rebelles qui piétine ? Non, point n'est besoin ici d'assombrir le tableau.

Toujours est-il que, fin 2019, quatre résolutions sortaient du « dialogue national inclusif » initié par

la présidence : l'organisation d'élections législatives avant le mois de mai – les dernières datant de 2013 – suivies d'un référendum constitutionnel lié à l'application de l'Accord d'Alger de 2015, puis la révision de ces mêmes Accords devenus depuis le temps, on s'en doute, quelque peu caduques. Vient ensuite le redéploiement des FAMa et de l'administration au nord du territoire et notamment à Kidal. Bon an, mal an, l'opposition et les organisations séparatistes nordistes (la Coordination des mouvements de l'Azawad), qui n'ont pas la même lecture du texte des Accords que le régime, se sont finalement ralliées à ces conclusions.

Dans cet environnement socio-politique quelque peu dégradé – euphémisme – la principale force politique est à chercher du côté des religieux. Trois grands dignitaires musulmans sont capables de rassembler autour d'eux, de remplir des stades sans avoir besoin d'offrir tee-shirts et autres *goodies*, à l'inverse de tous les grands partis politiques.

Commençons par l'imam Mahmoud Dicko. Celui qui fut président du Haut Conseil islamique malien (HCIM) jusqu'en avril 2019 n'hésite pas à critiquer ouvertement la mauvaise gouvernance et la corruption endémique. Il a déjà fait reculer le gouvernement à plusieurs reprises sur diverses questions. L'imam de Badalabougou, quartier de Bamako, est quasiment intouchable. Début mars 2020, lorsqu'il est convoqué par la justice pour des déclarations jugées susceptibles de troubler l'ordre public, ses partisans massés autour du tribunal n'ont pas permis son audition qui est alors purement et simplement annulée. Autre figure incontournable, Chérif Ousmane Madani Haïdara, nouveau président du HCIM et fondateur, il y a plus d'un quart de siècle, du mouvement Ançar Dine (rien à voir avec le groupe terroriste homonyme) qui rayonne au-delà du Mali. Ancien soutien d'IBK lors de l'élection de 2013, l'imam Haïdara est devenu un de ses principaux détracteurs. Ainsi il y a un an, il comparait l'hôte du Palais de Koulouba à une « vieille Renault 12 », image parlante pour tous les Maliens, et jurait de le faire tomber avant la fin de son mandat. Vient enfin le Chérif de Nioro, Bouyé Haïdara, également très écouté, calmant parfois le jeu quand les esprits s'échauffent un peu trop ou le contraire. Le pouvoir malien doit depuis belle lurette composer avec ces leaders et leurs nombreux partisans car ils occupent une position centrale et quasiment rien ne peut – et ne pourra – se faire sans eux.

En ce début 2020, tandis que le pays s'enfonçait, le microcosme politique bamakois, déconnecté des préoccupations des populations, poursuivait son « train-train ». Mi-février, IBK annonçait sur les ondes de Radio France Internationale des pourparlers avec les deux des principaux leaders djihadistes Amadou Koufa et Iyad Ag Ghali, tout en refusant d'y associer les membres de l'État islamique, espérant ainsi jouer sur la division des mouvances djihadistes (entre le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, proche d'Al-Qaïda, et l'État islamique au Grand Sahara). Cela n'a rien d'étonnant, outre les contacts discrets entre les uns et les autres, divers think tanks

appuyaient cette idée. Une grande partie de l'opinion publique malienne était, semble-t-il, plutôt favorable à un dialogue avec les djihadistes. Notons que l'opposition reste plus que divisée sur la question et que certaines milices d'auto-défense sont totalement opposées à la chose, notamment en pays Dogon.

Pour beaucoup, l'imam Dicko est le véritable promoteur d'un dialogue avec les groupes terroristes rebelles. Ce dernier avait d'ailleurs appelé les mouvements djihadistes à une trêve dans un de ses rassemblements fin février dernier. Tandis que Donald Trump discutait avec les talibans, IBK prenait comme exemple les accords ayant permis à l'Algérie de sortir de sa décennie noire.

Toujours en cette orée 2020, l'Armée malienne reconstituée revenait à Kidal, ce qui n'empêchait pas les groupes terroristes de prospérer et de se combattre les uns les autres. Les affrontements communautaires continuaient. La force africaine du G5 Sahel peinait toujours à se mettre en place. Avec ses 5000 hommes, Barkhane « barkhanait » vaille que vaille. Avec 12 000 hommes, la Minusma « minusmait » tant bien que mal. Certains dans la rue bamakoise demandaient le départ de la France, la presse hexagonale s'interrogeant sur le *French bashing* de la rue malienne. D'autres en appelait à la Russie, comme si la principale question était là. Le tout sur fond de massacres et d'exactions devenus quasi hebdomadaires. Les trafics de diverses natures (des médicaments contrefaits au business des enlèvements) se développaient dans les zones grises.

Routine délétère que les populations payaient *cash* dans l'indifférence internationale quasi générale… Pendant ce temps-là, le coronavirus arrivait.

Covid-19 is coming…

Peu après les premiers cas constatés, dans son adresse à la nation du 25 mars dernier, on sent bien le désarroi d'IBK face à cette nouvelle épreuve, par-delà quelques envolées emphatiques. C'est d'ailleurs la même chose dans nombre de pays sahéliens à l'instar du Niger. Si l'Occident ne peut faire face, que peut faire le Mali, semble-t-il dire…

Certes le pays est pauvre malgré un potentiel réel, sans grands moyens, où l'administration, faute de ressources, ne brille pas par son *Welfare State*. Mais lorsqu'on compare l'allocution du président malien avec celles de certains de ses homologues dirigeant des pays également pauvres et défavorisés (tel Andry Rajoelina à Madagascar), force est d'admettre que le discours d'IBK n'est pas vraiment au niveau de l'enjeu sur ce point-là. Il annonce également maintenir le premier tour des élections législatives quatre jours plus tard « dans le respect scrupuleux des mesures barrières », ce qui fut loin d'être le cas. Le même jour, Soumaïla Cissé, principal leader de l'opposition, est

enlevé par un groupe djihadiste avec une dizaine de membres de son équipe alors qu'ils battaient campagne.

Cet entêtement à maintenir les élections à la date prévue peut toutefois s'expliquer si l'on suit la logique présidentielle : les élections doivent se tenir depuis près de deux ans, et sont nécessaires pour suivre les recommandations issues du « dialogue national inclusif » et parvenir à l'application de l'Accord d'Alger.

Le 29 mars dernier, jour du premier tour de scrutin, alors qu'on est toujours sans nouvelle de Soumaïla Cissé, le président malien, à la sortie de son bureau de vote bamakois, déclare dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux : « Grâce à Allah, cela a été possible. Nous aurions pu nous retrouver dans le pic de l'épidémie et que rien ne fût possible, tel n'a pas été le cas, tel n'est pas encore le cas, Al-ḥamdu lillāh. Donc aujourd'hui, cette fenêtre a été ouverte pour que les Maliens s'y engouffrent [c'] est un bonheur qu'aucun Malien ne doit bouder ». Il rend ensuite hommage aux organisateurs de l'élection et réaffirme qu'« aujourd'hui (…) les Maliens vont prouver au monde entier que le Mali est un pays de Dieu, que le Mali est un pays de foi, que le Mali est un pays béni, que le Mali, quand l'orage gronde, quand les tempêtes sont là, tient debout. Debout et digne. Je souhaite que ce soit des élections apaisées sur l'ensemble du territoire (…) et retrouver mon frère Soumaïla (…) qu'Allah nous aide. » Dieu et *Maliba*, telle est la recette (périmée ?) d'IBK. Résultats : un taux de participation encore plus faible que d'habitude et un recul du parti présidentiel, le Rassemblement pour le Mali (RPM). Soumaïla Cissé, lui, est élu *tako kele* (un coup KO) dans son fief de Niafunké. L'homme d'affaires Aliou Boubacar Diallo, alias Abdor (il a fait fortune dans les mines), arrivé troisième lors de l'élection présidentielle de 2018 est également élu à Kayes (ouest du pays).

Ce premier tour fut émaillé dans le Nord de scènes de disparition et de bourrage d'urnes, d'attaques contre les civils qui ont fait plusieurs morts. Il en ira de même pour le second tour.

Le 10 avril 2020, lors d'une nouvelle allocution télévisée, c'est un président IBK au visage masqué qui reprend à peu près les mêmes arguments en tentant de sensibiliser les Maliens aux risques liés à la pandémie et en s'en prenant à ceux qui ne croient pas à la réalité du virus. À l'instar d'autres chefs d'État de la sous-région, tel Alpha Condé (Guinée), trois jours plus tard, il s'émeut de l'impact que la crise va avoir sur le pays et annonce les premières mesures destinées à soutenir les populations et les acteurs économiques : création d'un fonds spécial, prise en charge des factures d'eau et d'électricité pour les plus démunis, distribution d'aliments pour le bétail, etc. S'y ajoutent quelques mesures symboliques : IBK renonce à trois mois de salaire, le Premier ministre à deux, etc. Notons au passage que cette intervention est précédée d'un court reportage où on le voit « montrer l'exemple » en se lavant les mains et en utilisant du gel (ce qu'on fait de nombreux

présidents, d'Ali Bongo à Paul Kagamé en passant par Macky Sall et Alpha Condé), le tout avec ce qui ressemble fort à une montre Patek Philippe au poignet.

Au même moment, on apprend également qu'une étrange tentative de coup d'État a été déjouée. Les instigateurs seraient des proches du capitaine Sanogo, principal acteur du coup d'État de mars 2012, libéré en janvier 2020. Ambiance…

Conscient que le Mali, vu son état, ne pourra s'en sortir, IBK compte sur la solidarité internationale. Ainsi, mi-avril 2020, le FMI allège alors la dette du Mali et de 24 autres pays. Il participe également à une tribune publiée dans *Jeune Afrique* et le *Financial Times* aux côtés d'Emmanuel Macron, Angela Merkel ou Ursula von der Leyen et d'autres présidents africains demandant un moratoire sur la dette et un plan de riposte multilatéral coordonné. La télévision malienne médiatise les arrivées de masques et de médecins chinois ou les actions du Maroc, etc. Telle ou telle personnalité distribue du gel et du savon, les hommes politiques également, démarche d'évergète classique en Afrique de l'Ouest.

Il paraît cependant quelque peu hasardeux pour un État de construire une stratégie de riposte sanitaire et économique en fonction des aides que l'on reçoit. Certes, il y a urgence… Et contrairement à d'autres pays africains (Botswana, Ghana, Madagascar, Rwanda, Sénégal), on ne sent pas un leadership présidentiel véritablement affirmé et affiché sur la question de la lutte contre le Covid-19 et ses conséquences.

Et, qu'on se rassure, durant tout ce temps, la campagne électorale continue. Dire qu'elle ne passionne guère les foules est un euphémisme, au moins mobilise-t-elle les commentateurs bamakois et les partisans des uns et des autres. Ainsi, Karim Keïta, le « fiston national » comme on l'appelle, en relative difficulté pour se faire réélire à Bamako face à un front anti-RPM, fait feu de tout bois et utilise des moyens importants pour s'assurer la victoire et ne semble faire que peu de cas des conséquences du virus. Élisez-moi, pour le reste nous verrons après, telle est l'antienne de la quasi-totalité des candidats à la députation.

Plusieurs analystes dénoncent une fois de plus la *waricratie*, le pouvoir de l'argent, *via* l'achat de votes et la corruption d'électeurs qui mettent à mal le processus démocratique. Un classique dont le Mali n'a pas l'exclusivité…

Dimanche 24 avril 2020, second tour et nouveau message d'IBK au sortir de son bureau de vote, en bamanakan cette fois-ci, histoire d'être compris par la majorité de ceux qui l'écoutent. Dans cette déclaration, il redonne les raisons du maintien des élections législatives, rappelle le respect des

mesures barrières en disant prier pour le retour de Soumaïla Cissé. Il annonce l'arrivée d'un premier lot de millions de masques dans la cadre du programme « un Malien, un masque ». Protections qui arriveront quelques jours plus tard et dont la distribution s'avèrera quelque peu erratique…

À cette date, cela fait maintenant un mois que Soumaïla Cissé a été enlevé et quarante personnalités africaines de premier plan (de Robert Dossou à Kako Nubukpo en passant par l'ex-Premier ministre centrafricain Martin Ziguelé ou l'ancien ministre de la Justice malien Mamadou Konate) lancent un appel pour que l'État malien se saisissent vraiment du problème et obtienne la libération de « Soumi ».

Concernant les résultats, à Bamako (environ 15% de votants) sur les quatorze sièges à pourvoir (près d'un dixième des députés), le RPM, parti présidentiel, en obtient finalement quatre, dont celui de Karim Keïta. L'URD (Union pour la République et la démocratie) de Soumaïla Cissé est devenu la première force d'opposition dans la capitale malienne. L'ancien Premier ministre d'IBK, Moussa Mara, est également élu. Au niveau national (35% de votants, pourcentage encore plus faible que d'habitude), le RPM d'IBK, avec 51 sièges sur 147, en perd une vingtaine par rapport au dernier scrutin, et devra donc tisser des alliances avec les représentants des vingt partis plus ou moins représentés à l'Assemblée nationale, ce qui ne devrait pas poser de problèmes insurmontables quand on connaît un peu la vie politique malienne. On notera par ailleurs que la Cour constitutionnelle, par ailleurs très critiquée lors de la publication des résultats définitifs le 30 avril dernier, n'a pas donné les résultats par bureaux de vote, même chose pour la liste de ceux qui n'ont pas pu ouvrir du fait de l'insécurité…

Où en est-on ?

Le gouvernement malien semble toujours naviguer à vue, sans stratégie réelle pour faire face aux crises. Le Covid-19 vient mettre de l'huile sur le feu et percuter plus encore l'État et le pouvoir.

Sur le plan sanitaire et concernant les mesures de prévention, le confinement et autres mesures de distanciation sociale sont quasiment inapplicables au Mali. Le programme « un Malien, un masque » démarre très lentement. Les contaminations risquent fort de croître d'autant plus qu'en cette période de Ramadan, les mosquées maliennes restent ouvertes. Si la société civile fourmille d'initiatives, elles ne pourront pas suppléer aux manques de l'État, à l'instar de personnels soignants qui dénoncent le décalage entre la réalité et les annonces présidentielles ou gouvernementales. Ceci n'est pas spécifique au Mali, on retrouve en effet cette question dans de nombreux pays, africains ou non.

Au niveau politique, la nouvelle Assemblée nationale, vu le peu de participation, n'a qu'une légitimité populaire relative – « députés coronavirus », tel est le surnom donné par la rue malienne aux nouveaux élus –, ce qui n'est pas nécessairement le problème le plus aigu. L'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger reste encore un horizon assez lointain, certains observateurs notent d'ailleurs que sa mise en œuvre risque fort de piétiner et même d'échouer, d'autres, au contraire, trouvent que les choses avancent malgré tout… Rien de bien clair, donc. *A contrario*, IBK voit des « avancées remarquables » à ce niveau.

Au point de vue micro-économique, les revenus des populations vont baisser, notamment dans le secteur agricole qui emploie plus des trois quarts des actifs (un tiers du PIB). Certaines mesures prises entraveront, au Mali comme ailleurs, la circulation des produits de base, les prix augmenteront et se nourrir deviendra un véritable calvaire pour les plus modestes. Rappelons qu'un peu plus de la moitié de la population vit avec 500 francs CFA (75 centimes d'euro) par jour et que les ménages pauvres consacrent les deux tiers de leur revenu à l'alimentation. Les mesures gouvernementales seront bien évidemment utiles pour parer au plus pressé, dans la durée elles ne suffiront pas pour subvenir aux besoins primordiaux de beaucoup. On n'est pas ici dans le monde des prévisionnistes annonçant des taux de croissance à la baisse, on est dans le quotidien le plus trivial et dans l'urgence quasi vitale. Le début de la période d'hivernage n'arrangera pas les choses. À cela s'ajoute la baisse drastique des transferts de fonds de la diaspora vers le pays (entre 7 à 12 % du PIB selon les estimations) qui impacte les ménages en les privant d'une source de revenus importante.

Pour le volet humanitaire, avant l'irruption du Covid-19, on estimait qu'un peu plus de quatre millions de Maliens (un cinquième de la population) auraient besoin d'une aide alimentaire en 2020. Cela s'annonce pire au vu des récentes conclusions du Réseau de prévention des crises alimentaires publiées début avril 2020. Certains tablent sur neuf millions de personnes. Une grande partie de la population malienne va souffrir plus encore. Le gouvernement a d'ailleurs demandé à la communauté internationale un appui d'urgence alimentaire et nutritionnel. Par ailleurs, un autre fléau risque de se surimposer : la crise acridienne, certains prévisionnistes redoutant en effet que les criquets pèlerins qui dévastent les cultures d'Afrique orientale arrivent en Afrique de l'Ouest au début de l'été prochain…

Tout ceci viendra également alimenter la grogne sociale déjà présente bien avant la crise « covidienne ». Et au vu du peu de communication de l'État malien pour expliquer les mesures prises pour lutter contre le virus et ses conséquences (tout ceci favorisant les *fake news* qui courent sur les réseaux sociaux), on risque de voir plus encore – au Mali comme ailleurs – des mouvements et revendications dénonçant l'incurie de l'État et l'incapacité de ses dirigeants à

fournir le minimum à leurs concitoyens. Les Maliens ne pardonneront pas non plus d'éventuels « ratés » concernant la gestion de la crise, notamment en cas d'affaires de détournements, corruption ou autres surfacturations. On l'a vu il y a peu en Guinée où certains, au gouvernement, auraient tenté de surestimer de quarante millions de dollars leur plan de riposte à la Banque mondiale. Et le pouvoir a bien conscience de cela. Ainsi, lors de son message du 1er mai dernier, IBK déclare : « je ne doute pas, qu'en ce temps de gravité, les travailleurs du Mali entendront mon message de mobilisation sociale ainsi que mon appel pour une trêve sociale (…) pour un Mali qui gagne ». Pas sûr qu'il soit entendu.

Pour le volet sécuritaire, il n'y a – a priori – pas lieu de s'attendre à des retournements de situation. La réorganisation tactique des FAMa et les nouveaux concepts de leur emploi ne semblent pas vraiment efficaces malgré quelques victoires. L'insécurité gagne et les groupes djihadistes étendent leur influence, notamment dans la région de Kayes (centre-ouest du Mali). L'insécurité tue bien plus que le virus. Et le pouvoir en place en a pleinement conscience, IBK notant que la crise-Covid « est de nature à renforcer les groupes terroristes ».

On imagine aisément les répercussions que tout cela peut avoir sur la vie des populations et sur leur niveau de confiance dans leurs dirigeants. En 2013, lors de sa première élection, IBK disait vouloir se battre pour l'honneur du Mali, en 2018 pour le *Maliba*. Au vu de la situation, les Maliens peuvent s'interroger.

Le Mali est assurément malade. Est-il en voie de guérison, de rémission ou en stade terminal ? Diagnostic et pronostic réservés…

Merci à Guy-Arnaud Behiri, « spécimen rare », à Alexandre Konan Dally et à El Gran Hombre Maliense pour avoir relu ces pages.